

# Dans une pouponnière surchargée : des conditions « dramatiques » pour les bébés

Des députées de la commission d'enquête sur la protection de l'enfance ont débarqué, vendredi, dans un établissement du Puy-de-Dôme aux conditions d'accueil extrêmement dégradées. Parmi les bébés placés là, certains restent bloqués plus d'un an et souffrent de dépressions. Mediapart y était.

[Mathilde Mathieu](#) 20 mars 2024

**Chamalières (Puy-de-Dôme).**— En entrant dans la chambre, de moins de dix mètres carrés, la députée Isabelle Santiago peut à peine circuler entre les lits d'enfants. Elle fait le décompte : un, deux, trois, quatre, plus un berceau. Dans la pièce à côté : quatre autres. Baptisé « Réglisse », ce petit appartement censé accueillir un nourrisson en compagnie de ses parents n'a

jamais été pensé pour héberger neuf bébés.

Mais la pouponnière de Chamalières, où la justice place des enfants de leur naissance à 3 ans en danger dans leur famille, arrivant dénutris, le bras ou la jambe cassée, n'en finit plus de bricoler, sous la responsabilité du département. Pour ne pas dire : d'entasser.

Vendredi 24 mai, cet établissement était ainsi la « cible » du premier déplacement de la [commission d'enquête](#) sur les manquements des politiques de protection de l'enfance, lancée par l'Assemblée nationale en avril après une série de drames – dont le [suicide](#) d'une adolescente dans le Puy-de-Dôme. Alors que la prise en charge des 370 000 mineur·es protégé·es en France revient aux départements, les besoins explosent et les dysfonctionnements avec.

À peine arrivées, la rapporteuse de la commission d'enquête, Isabelle Santiago (PS), et trois autres élues (Renaissance, LFI et Modem) récupèrent des chiffres qui font mal : habilitée pour une quarantaine de bébés, la pouponnière en compte soixante dans ses murs. Et trois de plus sont attendus la semaine prochaine.

© Illustration Sébastien Calvet / Mediapart

Non seulement les entrées augmentent, mais surtout les séjours s'étirent, faute de places en familles d'accueil – celles-ci partent en retraite et le département peine à recruter, comme partout en France. Alors que le passage en pouponnière est censé durer six mois maximum (le temps d'évaluer et d'orienter), la durée moyenne dépasse largement douze mois et certains enfants sont bloqués depuis plus de deux ans. « *C'est dramatique et consternant* », s'indigne l'élue socialiste.

Si la commission a choisi d'entamer ses visites par une pouponnière, c'est que les alertes se multiplient dans l'Hexagone sur un [retour de « l'hospitalisme »](#), ce syndrome repéré dans la France d'après-guerre, soit une forme de dépression sévère chez des nourrissons séparés de leur famille, privés de figure d'attachement et se

laissant dépérir.

En balayant du regard l'unité « Caramel », Marianne Maximi, députée du Puy-de-Dôme (LFI) et éducatrice spécialisée, a un choc. Alors qu'elle a travaillé pour le département et effectué des renforts à la pouponnière jusqu'à son élection en 2022, elle reconnaît un enfant : *« Je l'ai accompagné il y a plus de deux ans, ça fait drôle... »*

## **Insécurité affective**

Prévue pour six, l'unité qui comprend deux petits dortoirs et un espace de vie avec un coin salle de bains, abrite désormais huit bébés. *« On est monté à neuf mercredi après l'accueil en urgence d'un petit de deux ans que la maman avait laissé seul à la maison avec la fratrie »*, confie une auxiliaire puéricultrice. Il est vite reparti. Par le passé, *« on en a déjà eu onze : un enfant devait dormir dans la pièce de vie sur un matelas »*.

En journée, ces professionnelles sont deux par unité (de huit ou neuf bébés), trois au mieux. Trop peu pour mater et sécuriser comme il faudrait des enfants déjà atteints de traumatismes. Le département, toutefois, ne sort pas des [clous réglementaires](#) : le décret de 1974 sur les pouponnières avait prévu une professionnelle pour six enfants en journée, une pour trente la nuit, et n'a jamais été revu depuis. [Dès 2003](#), le gouvernement Raffarin avait bien préconisé *« des groupes de six enfants au plus avec*

*quatre auxiliaires de puériculture* ». Mais sans donner suite. Comme aucun exécutif depuis.

À Chamalières, il y a tout de même une salle d'éveil, une autre de motricité, dont profitent parfois les bébés en compagnie de chiens et de lapins, comme vendredi. Reste qu'un salarié, dans un [article](#) récent de *La Montagne*, rapportait cette scène inquiétante, sous le sceau de l'anonymat : « *Une puéricultrice avec un bébé dans chaque bras pour les nourrir, et utilisant son pied pour en bercer un troisième.* »

Vendredi, alors que le patron du département, Lionel Chauvin (LR), s'est invité aux côtés des députées, la parole est plus contrainte. Il n'empêche : « *À partir de six mois de présence, on voit les états qui se dégradent* », dénonce une professionnelle, en racontant qu'un petit de 4 ans, qui devrait avoir quitté la pouponnière depuis des lustres et va à l'école, est encore lavé dans le lavabo des bébés. Pendant qu'elle parle, un lecteur CD diffuse une chanson pour enfant, choisie peut-être sciemment : « *Qu'est-ce qu'on va faire de moi ? Qu'est-ce que... qu'est-ce qu'on va faire de moi ?* »

Sous les regards inquiets de l'attaché de presse du département, la commission d'enquête rejoint ensuite l'unité « Berlingot », où un tableau récapitule l'identité des présents : Maximilien\*, 26 mois ; Yacine\*, 23 mois ; Ryan\*, 22 mois... L'un d'eux se précipite. « *Un enfant qui tend les bras à une inconnue, ce n'est pas rassurant...* », remarque

la députée Marianne Maximi. *« Ça en dit long sur les carences affectives »*, confirme une puéricultrice. Isabelle Santiago met alors les pieds dans le plat : *« Observez-vous le syndrome de l'hospitalisme ? »*

*« Bien sûr, s'entend-elle répondre. La majorité des enfants sont là depuis dix-huit mois, et c'est délétère à partir de six... Il faut s'imaginer : ils sortent peu, c'est le même espace pour manger, pour jouer, ils marchent dans les miettes... »* Une professionnelle parle d'*« auto-agression »*.

Comme députée, Marianne Maximi confie à Mediapart avoir reçu des courriers d'alerte de soignant·es.

*« Contrairement aux ados, les bébés ne parlent pas, ne cassent pas la gueule à leurs éducs. Mais il y a des signes insidieux : des balancements, des enfants qui se mettent en retrait et qui vont mal s'alimenter. Ils seront très en retard dans leur développement, et ces dépressions entraînent des handicaps lourds. »*

À l'entrée de la pouponnière de Chamalières (Puy-de-Dôme). © Photo Mathilde Mathieu / Mediapart

Questionné sur la présence d'« hospitalisme » dans l'établissement, le directeur par intérim, arrivé en avril et qui reconnaît des conditions « dégradées », répond à Mediapart : « *Je n'emploie pas ce terme, je ne le connais pas.* » Alors disons des dépressions sévères du nourrisson ? « *Mais quelle est la part liée à l'environnement familial violent et déstructuré, et la part liée à l'accueil dans la pouponnière... Si quelqu'un peut me dire : "C'est à 90 % l'accueil", je l'entendrai. Mais j'en doute fort.* »

## **Turnover**

Dans l'article de *La Montagne*, une pédopsychologue

intervenant à Chamalières expliquait : « *On répond aux besoins primaires, mais sur le plan psychoaffectif, ces enfants restent en souffrance. On ne peut pas compenser, ils partent de si loin qu'ils ont besoin d'un suivi individualisé. C'est difficile pour eux de survivre [sic] dans ce contexte, avec autant de monde. »*

Le turnover du personnel ne fait que compliquer la situation. « *On entasse aussi les professionnel·les, regrette Eugène Morel, éducateur spécialisé et représentant du syndicat Sud. Les conditions d'accueil des enfants et de travail sont telles que des gens repartent au bout d'un mois, parfois un jour, quand ils mettent un pied dans le service. »*

Une majorité de professionnel·les sont désormais contractuels, le recours à l'intérim s'est incrusté, alors même qu'il faudrait limiter le nombre de visages croisés par un bébé. Pour l'équipe médicale (autour de deux médecins), le directeur a aussi du mal à recruter.

À l'issue de leur visite, suivie d'une table ronde à huis clos (avec des juges, l'Agence régionale de santé, etc.), les députées tiennent à saluer le dévouement des professionnel·les de la pouponnière, « *admirables* ». Mais Isabelle Santiago ne mâche pas ses mots, sous les yeux du président du département : « *La situation est très grave.* » Au près de Mediapart, la rapporteuse évoque même des conditions d'accueil « *maltraitantes* ».



Élu patron du Puy-de-Dôme il y a moins de trois ans, Lionel Chauvin (LR) affirme qu'il s'efforce de rattraper une situation héritée de deux décennies d'une gestion socialiste et radicale de gauche, pointant « *un manque d'anticipation* ». Le scandale du suicide de Lily en janvier, placée à l'hôtel bien qu'une loi l'interdise depuis 2022, avait déjà mis la pression sur sa collectivité. Selon lui, plus de 120 places auraient été créées pour la protection de l'enfance depuis 2021, tous âges confondus ; et le budget dépasserait désormais 100 millions d'euros par an (pour 3 000 mineur·es environ), après une hausse de 20 millions d'euros sur deux ans.

## **« On n'est pas à l'abri de devoir faire plus »**

Dès juillet, deux petites pouponnières, pour sept et neuf enfants, devraient ouvrir pour « *décongestionner* » un peu. Une campagne de communication en faveur des familles d'accueil, qualifiées de « *super-héros* », a été lancée pour susciter des vocations. Mais « *on n'est pas à l'abri de devoir faire plus...* », reconnaît la vice-présidente du département chargée de l'enfance, Éléonore Szczepaniak.

Les députées s'accordent à dire que tout n'est pas entre les mains des départements, qui ont récupéré le dossier lors de la décentralisation. L'Insoumise Marianne Maximi insiste ainsi sur « *l'enjeu national des rémunérations* » dans le secteur social et médico-social, ainsi que sur la

formation.

*« Quand on touche aux grandes vulnérabilités (comme chez les tout-petits) ou quand les départements sont confrontés à des pics de prises en charge (comme après le covid), il faut que l'État prenne la mesure des enjeux et des inégalités territoriales, juge aussi la socialiste Isabelle Santiago. Il faut en finir avec les renvois de responsabilité... »*

Il faudrait, selon elles, que le gouvernement revoie en urgence les taux d'encadrement. *« Ça coûtera de l'argent, mais le coût à long terme des violences subies dans l'enfance est estimé à 38 milliards pour la France »*, rappelle la socialiste, en référence à [une étude du Lancet](#) parue en 2021. En effet, ces adultes développent davantage de syndromes dépressifs, de démences, de maladies cardiovasculaires...

Dans l'immédiat, la commission d'enquête réclame du président du département qu'il en finisse avec une *« aberration »* découverte vendredi : *« C'est inacceptable que des bébés qui vont à une consultation à l'autre bout du département fassent une heure de taxi tout seuls,* tance Isabelle Santiago. *Et si c'est légal, on va faire en sorte que ça ne le soit plus. »*